

suffisamment réfutée par notre modération et notre respect religieux pour les principes de non-intervention.

Le général RICHEMONT, dans un mémoire qu'il lut à l'assemblée, recommande au gouvernement d'occuper incontinent la Belgique, et le prie de ne se pas fier aux assurances amicales de l'Angleterre. Rappelez-vous, dit-il, sa conduite envers le Danemarck, lorsqu'en tems de paix elle détruisit la flotte danoise sur une simple crainte de guerre. L'Angleterre est toujours guidée par des intérêts privés, et elle a invariablement contrecassé tous les desseins formés par la France pour sa prospérité ou son aggrandissement. Depuis la bataille de Hastings jusqu'à celle de Waterloo, sa politique a été invariablement la même. Quel que soit le parti en pouvoir, whig ou tory, il est guidé par les mêmes principes envers nous ; il s'oppose toujours à notre aggrandissement. L'Angleterre ne permettra jamais à la France de *se saisir* de la Belgique. (Le général s'est-il exprimé ainsi ?) Des embarras de finances l'empêchent seuls d'entrer en guerre. Elle nous engage à rejeter les offres d'une nation de frères qui veut se réunir à nous. Elle fera la guerre lorsqu'elle la pourra faire à son aise et avec une parfaite commodité. (Le général Richemont fut interrompu à plusieurs reprises par les violens murmures des deux centres.)

Le général SEBASTIANI réfute les assertions du général Richemont. Il dit que l'Angleterre n'est plus guidée par la haine envers la France : elle a été la première à admirer notre modération et n'a pas vu de mauvais œil l'accroissement de notre puissance. Quant aux armemens qui se font dans le nord de l'Europe, ils sont la conséquence d'une erreur, et non des pronostics de guerre. On avait dit à l'empereur de Russie que notre gouvernement n'était pas libre ; qu'il était sous l'influence d'une faction ; mais depuis qu'on lui a fait connaître la vérité, il nous a donné l'assurance la plus explicite de ses dispositions pacifiques.

Dans une séance précédente (celle du 1er Décembre), M. Lafitte avait dit que les bruits de guerre qui couraient depuis quelques jours, en conséquence des armemens que faisaient quelques puissances, étaient sans fondement ; que des liens qui se resserraient de plus en plus liaient la France à un pays qui l'avait précédé dans le sentier de la liberté ; qu'à la vérité il était arrivé dans un pays voisin des événemens qui faisaient appréhender une crise ; mais que les armemens qui se faisaient étaient plutôt des mesures de précaution que des indices de dispositions hostiles ; que la France voulait agir avec la plus grande prudence dans ses relations diplomatiques ; mais qu'à tout événement, elle était déterminée à ne pas souffrir que la